

## Pages de journal

Gérard Parizeau

Volume 41, numéro 2, 1973

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1103786ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1103786ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0004-6027 (imprimé)

2817-3465 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Parizeau, G. (1973). Pages de journal. *Assurances*, 41(2), 176–188.  
<https://doi.org/10.7202/1103786ar>

# Pages de journal

par

GÉRARD PARIZEAU

20 mai 1972, à Sainte-Adèle

176

J'ai été ravi ce matin de voir des feuilles aux arbres et du gazon vert là où il y a une semaine il y avait de la neige. Il est vrai qu'à Sainte-Adèle la végétation, au printemps, est en retard d'une quinzaine de jours. Cette année, tout s'est produit à peu près en même temps, en quelques jours. Ce que je vois à travers la grande glace qui me sépare du paysage est encore bien rudimentaire; la feuille sort à peine du bourgeon après l'avoir fait éclater, mais elle est là et elle n'attend que la chaleur pour s'étaler triomphalement. Chaque année, le processus est le même. La température remonte de quelques degrés, puis elle est hésitante et retombe. Parfois dans l'après-midi, elle atteint soixante, soixante-cinq degrés. La nuit est froide au point qu'il vaut mieux attendre le début de juin pour mettre les plants en terre, si l'on veut éviter la gelée qui détruira en une nuit la frêle plante qu'on aura exposée trop tôt dehors.

Depuis quelques jours, les gens n'ont qu'un mot à la bouche en se rencontrant : n'est-ce-pas merveilleux, il fait beau ! Quand je monte dans l'ascenseur, la liftière, ridée mais aimable, ne manque pas de me demander « *Well, Mr. Parizeau, how is it outside ?* » Cela me rappelle ce mot que Simenon met dans la bouche de Maigret venu à Londres pour empêcher un meurtre : « Ah ! ces Anglais, ils sont assommants, ils ne parlent que de la température . . . ». Ce qui ne l'empêche pas de se dire en montant dans l'avion : « Comme il fait beau ». Mais c'est qu'ordinairement, on aime une chose d'autant plus qu'on en a été privé longtemps. Or, l'hiver a été terrible.



En ce moment, avec toutes ces mini ou maxi grèves, menaces de grèves, grèves tournantes, craintes de grève générale, avec les gens qui se lancent des injures, les journalistes, annonceurs, *speakers* et *speakerines* de radio et de télévision qui parlent de grève comme d'une partie de hockey, de baseball ou de rugby, les gens ont les nerfs en boule. Au lieu de faire l'éloge d'Esposito, de Gordy Howe ou de Jean Béliveau, les spécialistes de la nouvelle critiquent ou portent aux nues

les trois grands du syndicalisme qui, derrière leurs barreaux, jouent les martyrs, grâce à un brave homme de juge qui, comme le taureau, a foncé sur l'étoffe rouge dans l'arène. Il s'en est tenu, il est vrai, à appliquer la loi dans toute sa rigueur. Avec une logique imperturbable et une étonnante célérité, il a condamné les trois chefs ouvriers qui ne demandaient que cela. Ainsi, auprès de leurs militants et de braves gens au cœur tendre, ils deviennent les victimes d'une bourgeoisie incompréhensive, aveugle et méchante. L'entrée en prison des chefs ouvriers a montré tout le parti qu'ils entendaient tirer d'une situation qu'ils avaient eux-mêmes créée par leurs déclarations fracassantes et en poussant leurs gens à violer la loi, sans se préoccuper des *injonctions*; bref, en faisant de l'agitation sociale, avec tous les excès ordinaires devant une opinion chauffée à blanc par tous les bavards de la télévision et du journal.

177

Deux juges ont *marché* à fond de train. L'un s'est chargé des comparés et l'autre, des chefs. Les deux sont admirablement tombés dans le panneau par l'excès même de leurs sentences. Et c'est ainsi que tout en ayant raison, ils ont fini par avoir tort devant l'opinion publique. Celle-ci ne raisonne pas; elle se contente de réagir instinctivement, avec toute sa générosité naturelle; ce qui n'est pas nécessairement la meilleure manière.



La situation créée par les événements récents n'est pas la plus rassurante qui soit. On a empêché des enfants de finir leurs examens à l'école en les mettant à la porte et en les brutalisant. Des forts à bras se sont installés dans certains postes de radio ou aux points importants de certaines petites villes. Dans des journaux, on a fait mettre de côté les articles qui déplaisaient ou dont on n'aimait pas l'auteur. On a bloqué les routes avec des camions. On s'est emparé de certains endroits pour y faire régner sa loi ou son bon plaisir. Bref, dans l'ensemble, on a cherché à créer un climat auquel il manquait peu de chose pour qu'il devînt révolutionnaire. D'autant plus que la bourgeoisie commençait de s'organiser en marge de la loi et de l'ordre : «*law and order*» comme aiment à dire ceux qui se sentent menacés.

Le gouvernement a eu recours à la police, à la grande indignation de ceux qui dirigent les syndicats dont elle fait partie. C'est ainsi que dans notre «*belle province*», on a failli se trouver devant des agents de la paix dont les décisions de groupe auraient été prises par ceux

qu'ils devaient mâter, si on n'avait agi avec un entier cynisme (disent les uns), et avec le sens des réalités (disent les autres). Ce que l'on a fait, c'est qu'en prévision des difficultés qui s'annonçaient, on a bien payé la police ; ce qui a été une solution efficace et que Machiavel aurait aimée. Il y avait aussi l'armée qu'on aurait pu utiliser comme on l'a fait ailleurs. D'un autre côté, l'armée relève du gouvernement fédéral. Or, on ne s'adresse à elle qu'à la dernière extrémité, l'opinion ne voulant pas accepter ces troupes armées jusqu'aux dents, mais malgré tout assez pacifiques. N'ai-je pas vu en octobre 1970 au plus fort de la crise, devant le Bureau de poste central, un brave petit tenant sa carabine armée d'une baïonnette d'une main et, de l'autre, un livre qu'il lisait paisiblement . . .

Quelle horreur un soldat qui lit et ce qui est pire, alors qu'il est en faction ! J'ai vu aussi devant le siège de la *police montée* d'autres soldats protégeant cette force policière multicolore devenue avec les années un des aspects folkloriques du milieu canadien.

Cette fois, avec raison, on n'a pas voulu de l'armée. Et cependant elle aurait eu davantage sa place qu'en octobre 1970. Le moment, à mon avis, aurait pu être beaucoup plus grave si, après leurs déclarations fracassantes, les trois grands n'avaient tenté de modérer leurs troupes en les limitant à des paroles plus qu'à des actes. L'un des chefs de seconde zone cependant s'est livré à des actes bruyants et inquiétants. Par voie de conséquence, cela lui a valu de mordre la poussière comme le cavalier qui, après avoir excité sa monture, est projeté dans les airs en une trajectoire qui se termine sur un sol dur. Comme quoi, dans ce métier d'agitateur, le résultat n'est pas toujours celui auquel on pouvait s'attendre.



Au cours de la récente crise politico-sociale, je n'ai pas écouté tout ce qui s'est dit, car le point de saturation, en moi, est rapidement atteint. C'est avec un sentiment d'étonnement, qui s'est rapidement transformé en un inexpugnable goût de rigoler que j'ai entendu les déclarations, fort bien exprimées, de certains théoriciens de la science sociale. Comment me disais-je peut-on être aussi loin de la réalité ? L'un, en particulier, fit la suggestion de tout oublier, de tout pardonner, de reprendre la négociation autour d'une table nouvelle et dans un esprit nouveau. Mais mon révérend père, (car il en est un) ce n'est pas ainsi que les conflits sociaux se règlent. Il s'agit de gros sous et non de patenôtres,

mais, ce qui est plus grave aussi, de l'opposition de deux classes sociales. On remonte bien difficilement le courant. Les chefs syndicalistes aiment leurs militants et leurs bonnes places. Pour y rester, il leur faut obtenir des choses précises que l'État ne veut pas et ne peut pas accorder. Vous-mêmes, par exemple, êtes-vous prêts à recommander qu'on verse \$5,200 par an à tout le personnel de votre couvent ? Car, ne l'oubliez pas, si l'État accepte de payer ses gens \$100 par semaine, avant longtemps, vous serez forcés de faire de même, comme tous les patrons. Or, si vous savez ce qu'est une entreprise individuelle, vous ne pouvez ignorer que certaines choses sont possibles et que d'autres ne le sont pas. Si l'État accorde des octrois pour outiller, il ne se porte pas garant des déficits. Si \$100 par semaine vous semble un juste salaire, quelle que soit la nature du travail fait, avez-vous réfléchi qu'on devra l'accorder au balayeur, à la femme de ménage et au garçon d'ascenseur, ainsi qu'à la femme et à la fille des deux quand elles travaillent en même temps que le chef de la famille. Si on le fait pour eux, que devra-t-on faire pour les autres qui méritent bien davantage ? Ne serait-ce point le point de départ d'une escalade qui accentuera joliment l'inflation actuelle ? Ce qui me désole, c'est que vous ne semblez pas avoir pensé à cela.

De plus, mon révérend père, avez-vous réfléchi qu'au service de l'État on ne travaille pas bien fort et qu'on est deux ou trois quand un seul suffirait pour accomplir une besogne peu complexe. Cela aussi compte, même quand on n'a qu'à puiser dans la bourse du contribuable.

Ce sont les idées qui me sont venues en écoutant les bavards qui se laissent guider par leur instinct ou leur cœur plus que par la raison ou par la dure leçon de la vie.

Tu exagères, me dit ma femme. Peut-être, mais pas tant que cela, je crois. Je dois avouer que je suis agacé par tous ces gens qui raisonnent devant le petit écran d'une manière qui me paraît déraisonnable, même si elle part d'un bon naturel. C'est cela que je tiens à noter en ce beau jour de mai qu'on disait autrefois « le plus doux, le mois de Marie », à une époque où l'Église tenait des propos de sagesse qu'on écoutait encore.

Tu exagères, me répète ma femme. Si je le fais, c'est en toute sincérité car je ne cherche ici à convaincre personne: ce qui est peut-être le gage d'une certaine sincérité ou plutôt d'une sincérité certaine.

Comme quoi en changeant un mot de place, on modifie le sens par une de ces nuances que la connaissance d'une langue permet de saisir.

**6 juin, Saint-Jean, Terre-Neuve**

180

Après avoir présenté mon travail à la Société Royale, je me suis rendu à l'aéroport, pour apprendre que l'avion ne pouvait atterrir à cause de la mauvaise température. Notre collègue, C., avait dit à qui voulait l'entendre qu'une fois dans l'Île, on ne savait trop quand on pourrait en sortir. Après avoir essayé trois fois de toucher le sol, l'avion d'Air Canada est parti non pour Gander où le plafond est également trop bas, mais pour Saint-Stephen. Comme est aléatoire la température ici ! Pendant deux jours, il a fait beau et chaud. À tel point, que j'ai demandé à un indigène: *Is this a tropical country?* Je dois avouer qu'il m'a regardé d'un drôle d'air.

Je n'avais pas pris au sérieux cet avis de notre ami, qui, devant les bancs de brume accrochés à la côte, avait cru bon de nous mettre en garde. Ce matin, il a plu, puis il est tombé une petite bruine. Optimiste, malgré tout, j'ai quitté la réunion en hâte, après avoir téléphoné à l'aéroport. Les autres ont eu raison de rester derrière.

Dimanche, je n'avais pas bien compris ces gens qui me disaient tous: « *What a nice day* » ! Et ces jeunes filles, aux corps blancs, qui, étendues sur une couverture posée sur le sol, se hâtaient de se faire bronzer. Dès qu'il fait beau, on profite du soleil comme d'un bien précieux mais fugace.



Dans mes relations avec les gens d'ici, j'ai eu l'impression d'une grande gentillesse, alliée à une certaine rudesse et à une sensibilité d'isolés, qui souvent prend l'aspect d'un esprit local poussé à l'extrême. Ainsi, sympathique, un peu négligé dans sa tenue, mais charmant, le président de l'Université est venu à la réunion d'ouverture de la Société, avec une valise remplie de livres consacrés à son île, champ clos des vieilles luttes qui ont opposé les Français et les Anglais attirés par la rade de Saint-Jean, accueillante et bien isolée de l'océan. C'est là que se trouvait le *Fort William* que d'Iberville a pris et d'où les Français ont été délogés à leur tour au XVII<sup>e</sup> siècle. Dans le *Confederation Building*, siège du gouvernement, il y a des drapeaux fleurdelisés qui datent de l'époque, je crois. Partout, on tente de garder le souvenir

et, parfois, les laideurs d'autrefois. Du côté du port, par exemple, il y a des immeubles nouveaux, tel celui du Royal Trust dans lequel, à la hauteur de la mer, se trouve un restaurant bien agréable et, tout à côté, les locaux IBM, avec leur ordinateur roulant ou déroulant ses bobines, en une agitation constante et dans une atmosphère artificielle qui permet de maintenir une humidité et une certaine stabilité de la température. Il est bien curieux de voir ces installations somptueuses, à côté des masures et des baraques qui longent la rive.

L'endroit fait penser à ces grand'ruelles de petites villes comme Saint-Jean-d'Iberville ou de la Nouvelle-Angleterre. Que de cabanes, de maisons laides et pauvres, il y a ! Ce n'est qu'en atteignant le plateau où on a construit l'Université, qu'on constate une tentative d'urbanisme.

181

Heureusement, à quelque distance de là, on a conservé une vieille maison (*Government House*), entourée d'un assez beau parc, où loge le lieutenant-gouverneur. Nous sommes ses invités en cette fin d'après-midi. Il nous reçoit tout simplement, entouré de portraits en pied de Georges V, d'Édouard VII, ventru et majestueux, de photos d'Élizabeth et du Prince Philip. Il y a une chambre qui porte le nom du prince, dont le manteau en poil de chameau a fait protester récemment les tailleurs de Londres, horrifiés de le voir vêtu à l'américaine. Le manteau brun pâle recouvrait la queue de pie et les décorations du Prince consort, comme il se rendait à Versailles pour un grand dîner d'état. Même en France, il devait faire un curieux effet, au cours de cette visite officielle et surtout dans le décor de Trianon ou de l'Opéra.

Les Français ont été ravis, paraît-il, d'entendre les souverains parler le français couramment et de voir le prince s'entretenir familièrement, dans le Midi, avec les marchandes de fleurs et leur demander des nouvelles de leurs mioches. Ce n'était pas simple démagogie de sa part, mais, je pense, le fait d'un extroverti qui a besoin de communiquer avec les gens, en se rappelant qu'il n'a pas toujours été à Buckingham Palace.



Et c'est ainsi que nous avons pu visiter la maison du lieutenant-gouverneur qui, m'a-t-on dit, est un ancien courtier d'assurance : celle-ci menant à tout, pourvu qu'on en sorte.

Le représentant de la Reine et sa femme sont simples, aimables. Leur maison rappelle celle du lieutenant-gouverneur du Manitoba, à Winnipeg. Comme l'autre, elle est une grande maison bourgeoise, mais

elle a ceci de particulier qu'elle contient d'assez beaux plafonds en trompe-l'œil peints, au siècle dernier, par un prisonnier polonais qui, ainsi, aurait obtenu sa libération.

182 Au mâ, le drapeau était en berne. Je me suis informé sans réfléchir. On m'a dit: « C'est pour le duc de Windsor qui vient de mourir ». Quelle bien curieuse odyssée que la sienne! Il avait préféré au trône la vie du grand bourgeois libre de faire ce qui lui plaisait. Il vient de mourir dans sa maison de Neuilly et, pour la première fois, sa femme a été reçue à Buckingham Palace, pendant qu'il était exposé, en grand apparat, dans la Chapelle St. George, à Windsor. Aujourd'hui, le *Globe & Mail* donne une photo montrant la foule qui s'allonge, comme devant le tombeau de Lénine au Kremlin. Curiosité sans doute, mais aussi, pour beaucoup de gens, souvenir de jeunesse et peut-être admiration pour celui qui a tout sacrifié pour un grand amour. « *Hypocrisy and humbug in royal mourning* » affirme William Hamilton, le député travailliste qui mène la lutte contre la famille royale en Angleterre! On reste un peu étonné devant cette rudesse de l'attaque à un pareil moment et, surtout, qu'un journal de Terre-Neuve l'ait mentionnée en gros titre sur la première page.

*Hypocrisy and humbug!* Nest-ce pas plutôt l'application stricte d'un protocole ancien, qui prévaut même sur certaines oppositions familiales tenaces? Dès que les obsèques ont été terminées, *Wallie* a repris l'avion sans que personne l'accompagne, nous dit *Match*, dont le journaliste a photographié la veuve non désirée, au moment de son départ de Heathrow.



J'ai rencontré les D. chez le lieutenant-gouverneur. Ensemble nous avons visité la maison. À un moment donné, nous sommes tombés en arrêt devant la plus charmante aquarelle qui soit. Elle représente un personnage qui a joué un rôle, dans cette colonie d'exploitation, dont la mère-patrie a tiré le maximum jusqu'au moment où elle n'en a plus voulu. Nous, Canadiens, l'avons reprise en 1949 et nous en avons fait une dixième province, avec tous les avantages que cela comportait pour un pays pauvre, au chômage endémique. Assez curieusement, il s'est fait tirer l'oreille, comme l'avaient fait l'Île du Prince-Édouard et la Colombie britannique au moment de la Confédération. Cela a mis Terre-Neuve dans une position de force auprès du Canada. Aussi, avant de donner son consentement à la fusion, la colonie en



a-t-elle tiré tout ce qu'elle pouvait. Plus tard, elle a continué, sous le régime de Joe Smallwood, type du politicien de Tammany Hall, jovial, *ficelle* et sachant se maintenir au pouvoir: il y est resté près de vingt-cinq ans, je crois. Pendant ce quart de siècle, il a attiré à lui tout ce qu'il pouvait obtenir des gens d'Ottawa. Certaines choses étaient valables dans l'immédiat, telle la reconnaissance du droit de propriété de Terre-Neuve sur la Côte du Labrador et, d'autres, sans importance, comme l'heure de Terre-Neuve, source de prestige, croyait-on, mais aussi source d'étonnement pour les gens de l'extérieur. *Newfoundland time* dit-on avec un certain orgueil. Ce n'est pas l'heure du fuseau, mais l'heure et demie. Il y a là, me semble-t-il, un complexe d'infériorité, qu'on cherche à corriger en faisant valoir tout ce qui peut remonter les autochtones dans l'estime des gens du littoral. C'est, je pense, l'explication de ce long discours fait par le président de l'Université, Lord Taylor. Au fur et à mesure qu'il faisait l'éloge de l'Université, il tirait d'une valise des livres consacrés à l'Île, comme un prestigitateur sort de son haut-de-forme lapins et pigeons.

183

Autre chose qui m'a amusé durant mon séjour: si on ne veut pas passer pour un béotien, il faut dire non pas *Newfoundland*, ce qui est bien mal noté, mais *Newfoundland. We, Barbarians from the West*, ai-je dit à deux charmants compagnons, dans une auberge très *old english*, où ils m'avaient invité, *do not know much about your island*. Je n'ai pas osé ajouter: quel pays pauvre, usé, où les arbres sont souffreteux, où la végétation est maigrichonne comme sur le *campus* de l'Université. Tout cela est la vérité, me semble-t-il, mais là, comme ailleurs, toute vérité n'est pas toujours bonne à dire.

Pour circuler entre les immeubles de l'Université, il y a un tunnel qu'on utilise quand la température est trop mauvaise. C'est la même idée qu'à l'Université de Montréal, également située sur un plateau où le vent souffle très fort l'automne et l'hiver.



Vu là-haut sur la colline, au-dessus de Saint-Jean, la *Battery*. C'est l'endroit où Marconi a envoyé son message à l'Europe, par le câble nouvellement posé, au début du siècle. À l'époque, cela représentait un pas énorme dans la voie des communications rapides. On mettait de côté les pigeons, cause première de la fortune de Rothschild, après Waterloo, pour en venir à autre chose, plus rapide, plus stable, moins aléatoire que le pigeon voyageur. Ce n'était ni le tam-tam d'Afrique

ni le signal lumineux, mais la vibration alternante de l'électricité, exprimant des mots qui, réunis, formaient un texte.

D'extraordinaires progrès viennent d'être réalisés avec ces engins qui sillonnent le ciel ou avec ces appareils dont les images sont recueillies à des milliers d'heures-lumière de là. Malgré tout on reste pantois devant ce qui est, non pas uniquement de Marconi, mais de tous ceux qui l'ont précédé dans la voie royale des réalisations mécaniques.



184

Dans la baie élargie, qui précède la rade de Saint-Jean, j'ai vu une tour de forage traînée par un remorqueur. La déplace-t-on pour faire des sondages ailleurs? Rentre-t-elle au bassin de radoub pour des réparations? On fait un effort énorme de prospection en ce moment, en cherchant de l'or brun à tout prix dans le golfe. Si on en trouve en quantités commerciales, on assistera à une belle bataille entre Ottawa et Terre-Neuve. Aux provinces reviennent les ressources naturelles. Mais le gouvernement fédéral affirme que les bornes provinciales s'arrêtent aux côtes et ne vont pas jusqu'au large ou jusqu'à la fin du plateau au-delà duquel l'abîme se creuse.<sup>1</sup>

Le golfe est-il une eau territoriale à trois milles ou à douze milles des côtes? Si oui, les voies de navigation appartiennent au gouvernement central, affirme-t-on. Je simplifie à dessein, mais c'est par des interprétations étroites ou mesquines qu'un texte constitutionnel imprécis cause une exaspération montante dans les relations entre gouvernements. A nouveau, je simplifie. Assurément, mais plus on s'arc-boute, plus on décourage ceux qui veulent une certaine logique dans les faits. Ratiociner est bien, fendre les cheveux en quatre est une opération d'un intérêt théorique réel. En ce moment, il faudrait chercher à éviter les écueils et non pas à en créer de nouveaux. L'appétit vient en mangeant et les provinces deviennent voraces, dit-on. Mais ce n'est pas en les rationnant qu'on règlera un problème qui a paru simple *aux Pères* de la Confédération, mais qui ne l'est pas pour ceux à qui on demande de bien gouverner sans leur donner les moyens financiers voulus. C'est ainsi qu'on se trouve devant des provinces ayant des besoins croissants et un gouvernement central qui cherche à employer

---

<sup>1</sup> Par un esprit de compromis qui est bien anglais, Pierre I<sup>er</sup> a offert de diviser les *royalties* (dit Larousse) en deux. Mais les provinces de l'Atlantique (Québec compris) viennent de dire non, non et non. Plus tard, on s'entendra sans doute sur une formule de compromis, à moins que la Cour Suprême ne tranche la question, en un jugement exempt d'esprit politique.

ses excédents budgétaires. S'il n'a pas les sources de dépenses voulues, il en crée, tout en insistant pour centraliser l'administration des organismes nouveaux, sans tenir compte qu'il n'a plus devant lui des fonctionnaires provinciaux, n'ayant pas la moindre idée de ce qu'est l'administration de la chose publique. Après 1867, on avait placé au service de l'État bien des gens dont on ne savait que faire, parfois par simple népotisme tribal. Robert de Roquebrune nous apporte un exemple de cette politique sous Charles de Boucherville. Celui-ci succède à Gédéon Ouimet, à la tête de la province. Or, que va-t-il chercher comme secrétaire ? Un de ses cousins, seigneur de l'Assomption, qui n'a jamais rien fait d'autre que de recevoir ses voisins et ses parents, écrire des lettres, aimer ses bêtes, sa femme, ses enfants et toucher ses rentes et ses loyers. Il a de bonnes manières, éloigne les importuns, aide le premier ministre à recevoir; mais comme on est loin des actuels technocrates qui jettent les bases d'une politique et entendent qu'on la suive. Ils sont gênants mais c'est par eux, si on les laisse faire, que la province cessera d'être un simple chaland à la remorque du navire fédéral qui le tire à hue et à dia et le dirige, même si, sur le chaland, la vie s'organise.



Un soir, fatigué des palabres, j'ai quitté réception, collègues et amis pour me réfugier à la bibliothèque de l'Université, dans un coin où on a accumulé de la documentation sur l'Île. J'y ai vu une bien jolie « *Carte Réduite de la partie septentrionale de l'Île de Terre-Neuve Dressée au Dépôt des Cartes et Plans de la Marine.*

« *Par ordre de Monsieur le Duc de Choiseul, Colonel Général des Suisses et Grisons, ministre de la guerre et de la marine.*

« *Par le S. Bellin Ingénieur de la Marine* », y lit-on.

Faite en 1754 et corrigée en 1767, elle est suspendue au mur comme un document précieux.

Était peut-être à la Bibliothèque également, cette proclamation du gouverneur anglais Hugh Palliser qui, en 1762, promulguait que:

- « 1. Les domestiques papistes n'ont pas la permission de servir, à moins que ce ne soit dans la maison où ils étaient l'été précédent.
2. Il est défendu à plus de deux papistes d'habiter ensemble la même maison, à moins que ce ne soit celle d'un protestant.

3. Aucun papiste ne pourra tenir un magasin, une maison publique ou de commerce, ou vendre des liqueurs au détail.
4. Tous les enfants nés dans la colonie seront baptisés selon la loi protestante.
5. On devra brûler les maisons où se dit la messe, et les papistes n'auront pas le droit d'ériger de nouvelles constructions, ceci étant contraire aux actes 10 et 11 de Guillaume III. »

186

Cet incorrigible fureteur, Faucher de Saint-Maurice avait rapporté le texte de Terre-Neuve, un jour qu'à la fin du siècle dernier, son navire, très endommagé par la tempête, avait dû y faire escale. C'est dans son livre intitulé *Loin du Pays*, qu'on trouve le texte qu'il a traduit. Les choses ont bien changé, car les catholiques ont, à Saint-Jean, une grande église que l'on visite comme une curiosité de l'île.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, l'époque n'était pas accueillante pour les papistes. Mais il ne faut pas oublier que, dans le milieu catholique, on était aussi dur, me dit mon voisin, doyen d'une faculté d'agriculture, avec qui je parle longuement, au cours du voyage en avion qui nous amène tous deux au congrès. C'est exact; aussi en ai-je convenu sans difficulté. C'était l'une des dernières séquelles des guerres de religion, si affreuses, aussi bien dans les pays catholiques que protestants. Et dire que maintenant, il arrive que des services soient dits en commun, comme ceux qui ont eu lieu à l'église de Sainte-Adèle, il y a deux ans environ, et à celle de Saint-Léon de Westmount plus récemment.



Au cours d'une réunion de la Société, Edmond Hamelin a fait une charge à fond de train contre la toponymie officielle des régions nordiques. Il nous a prouvé par a plus b, entre autres choses, qu'on doit dire *Baie de James* et non *Baie James*, comme *Baie de Rupert* et *Baie d'Hudson*, chaque explorateur ayant donné son nom à l'étendue d'eau qu'il a voulu qualifier au nom de son roi. Tout cela est d'une logique impeccable, mais, sur une carte gravée en France en 1711, on dit *Baye James*. À mon retour au bureau, où elle se trouve, j'ai tenu à vérifier la carte que Germaine m'a offerte après l'avoir achetée aux enchères qui ont suivi le décès de Madame L. de G. Beaubien à Outremont. S'il s'agit d'une traduction littérale sans doute, elle avait cours au XVIII<sup>e</sup> siècle, même en France. Voilà un bien piètre argument; assurément, mais pour qu'on le mette de côté, il faut d'abord que les textes officiels ne

reconnaissent pas le vocable.<sup>1</sup> Or, jusqu'ici, les avis, les documents et l'usage se combattent . . . et il ne faut pas être distrait. Mais à quelles stupidités une pareille règle ne peut-elle nous entraîner !

Hamelin a raison d'affirmer qu'il ne faut pas mêler les langues en un charabia innommable. Il ne faut pas dire, par exemple: *River La Grande*, pas plus que la *rivière La Grande*, mais tout simplement *La Grande Rivière*. C'est elle qui est maintenant au centre du débat touchant le développement hydro-électrique de la région de la Baie de James. L'exemple est bon.

J'aime ces discussions entre gens de même formation, mais de disciplines différentes. C'est ce qui fait l'intérêt de cette Société Royale du Canada, fondée il y a près d'un siècle par un homme de bonne volonté, à qui il a manqué sans doute peu de chose pour devenir un homme d'État. Peut-être lui aurait-on facilité l'accès au pouvoir, à cause de son intelligence, de sa culture et de son charme personnel, s'il n'avait été le mari de la quatrième fille de Victoria. Il y a à ce sujet une bien curieuse lettre que rapporte Mme Nina Epton dans son dernier livre sur « *Victoria and her daughters* ».

Bertie (futur Edward VII) n'était pas trop heureux du choix de sa sœur, qui voulait épouser le marquis de Lorne. Il aurait mieux aimé une altesse royale d'Allemagne ou d'autres lieux, à une époque où elles étaient en abondance. Voyant cela, Victoria, sa mère, lui écrit à peu près ceci: « il faut régénérer la famille et, pour cela il faut du sang nouveau. » Malheureusement, la princesse Louise n'a jamais été mens-truée. Je m'excuse de ce détail. D'un autre côté, je pense qu'il est essentiel de le connaître pour comprendre un certain déséquilibre chez la princesse et ses fugues aux Bermudes, quand son mari est gouverneur-général du Canada et ailleurs après leur retour en Angleterre. La lettre de la reine Victoria est intéressante. Elle nous montre une femme de grand bon sens et sympathique, comme aussi le milieu de ses filles, remuantes, caquetantes, qui gravitent autour d'elle et qu'elle forme elle-même depuis que la mort du prince consort (son grand amour) l'a laissée triste et esseulée. C'est par leur correspondance intime qu'on apprend à mieux connaître les gens en place. Dans ce livre de Madame Epton, on pénètre dans un milieu dont on ne connaissait guère jusqu'ici que l'atmosphère rigide et terriblement ennuyeuse, semblait-il.



<sup>1</sup> Une autre carte, de 1811 celle-là, donne raison au professeur Hamelin. Celle-là précise bien *James's Bay*.

Il est curieux de voir comme on attaque assez durement la famille royale en ce moment. Il y a quelque temps, il y avait sur elle dans le *Montreal Star* deux articles, l'un favorable et l'autre assez virulent. Tout a bien changé en Angleterre, note Jacques Chastenet dans sa réponse à Paul Morand, au moment où celui-ci est reçu à l'Académie Française. Et il ajoute: « Il semble que Paul Morand en veuille à l'Angleterre de ne plus être le pays qu'il a si bien connu et qu'il a aimé ».

188

Dans son discours de réception, Paul Morand est brillant comme à l'accoutumée. On y trouve des phrases comme celle-ci: « La jeunesse exige des comptes d'hoirie avant l'héritage. Ces adolescents, je voudrais les chérir mais je me sens infirme devant eux. Je ne sais où placer une affection qu'ils récuse; c'est déjà difficile d'aimer qui vous aime mais comment tendre les bras à qui ne veut pas être aimé? Le seul bien qu'ils attendent de moi, c'est que je m'en aille; qu'ils me laissent seulement m'éloigner d'eux en prenant ma part de leurs peines. Que dire à des orphelins qui sont en même temps des parricides? Ils nous demandent comment sera l'avenir de la jeunesse; comment leur répondre que l'avenir de la jeunesse, c'est la vieillesse? »

Ou encore ceci: « Que j'en ai vu de cœurs intermittents, de géographies élastiques, de situations fluides, de fortunes fondantes, de mœurs chancelantes, de monnaies à éclipses, de vérités contradictoires, toutes définitives! Notre âge est las des attrapes du destin, il est blasé sur l'inattendu. »



Et tout cela est écrit à l'aéroport de Saint-John, en attendant l'avion qui ne vient pas. Le texte est lourd parfois, il se ressent de l'attente, de l'inconfort du siège et du papier d'emballage sur lequel il est écrit. Si je le corrige plus tard, à Sainte-Adèle, je ne le reprends pas car je craindrais de lui enlever sa spontanéité.